

REPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté – Egalité – Fraternité

**JOURNAL OFFICIEL
DU TERRITOIRE
DES ÎLES
WALLIS ET FUTUNA**

S O M M A I R E

PUBLICATIONS DIRECTES **Page 17760**

ACTES DU CHEF DU TERRITOIRE **Page 17761**

ANNONCES LÉGALES **Page 17771**

DECLARATIONS D'ASSOCIATIONS **Page 17773**

J.O.W.F

SOMMAIRE ANALYTIQUE

PUBLICATIONS DIRECTES

Arrêté du 31 janvier 2018 modifiant l'arrêté du 12 janvier 2018 portant désignation des assesseurs titulaires et suppléants du tribunal de première instance de Nouméa, des sections détachées de Koné et de Lifou et du tribunal de première instance de Mata-Utu. – Page 17760

Arrêté du 12 janvier 2018 portant désignation des assesseurs titulaires et suppléants du tribunal de première instance de Nouméa, des sections détachées de Koné et de Lifou et du tribunal de première instance de Mata-Utu. – Page 17760

ACTES DU CHEF DU TERRITOIRE

L'arrêté n° 2018-041 n'est pas publiable au Journal Officiel. – Page 17761

Arrêté n° 2018-042 du 2 février 2018 portant publication des résultats de l'examen professionnel pour le recrutement d'un agent permanent, un Collecteur du Patrimoine à l'antenne de Futuna du Service des Affaires Culturelles. Page 17761

Arrêté n° 2018-043 du 2 février 2018 portant publication des résultats du concours pour le recrutement d'un agent permanent, un(e) secrétaire/préposé(e) généalogie à l'antenne de Futuna du Service des Affaires Culturelles. - Page 17761

L'arrêté n° 2018-044 n'est pas publiable. - Page 17762

Arrêté n° 2018-045 du 5 février 2018 Accordant délégation de signature à Monsieur Jean-François BOUTIN, Délégué du Préfet à Futuna. - Page 17762

Arrêté n° 2018-046 du 7 février 2018 reportant des restes à réaliser (RAR) du budget 2017 de la Circonscription d'Uvea sur le budget 2018. - Page 17763

Arrêté n° 2018-047 du 8 février 2018 ordonnant la réouverture au public des classes du bâtiment « B1 » de l'Ecole de Fatima, village de Vaitupu (Uvea). - Page 17763

Arrêté n° 2018-048 du 8 février 2018 ordonnant la réouverture au public des classes du bâtiment « A1 » R+1 de l'Ecole de Mata'Utu. - Page 17764

Arrêté n° 2018-049 du 8 février 2018 ordonnant la réouverture au public des classes 1 et 5 de l'école de Tapa, (Uvea) . - Page 17764

Arrêté n° 2018-050 du 9 février 2018 modifiant l'arrêté n°2017-992 du 13 décembre 2017 portant ouverture d'un concours pour le recrutement d'un agent permanent, Chargé de la Biodiversité et de la Gestion des Ecosystèmes au Service Territorial de l'Environnement. - Page 17765

Arrêté n° 2018-051 du 9 février 2018 portant sur la limitation de vitesse à caractère exceptionnel à Wallis en raison des mauvaises conditions météorologiques. - Page 17766

Arrêté n° 2018-052 n'est pas publiable au Journal Officiel. - Page 17766

Arrêté n° 2018-053 du 9 février 2018 autorisant la prise en charge sur le Budget du Territoire des frais d'inhumation de la dépouille mortelle de Monsieur Tomasi PULUIMEI. - Page 17766

DÉCISIONS

Décision n° 2018-134 du 5 février 2018 relative à la prise en charge du transport aérien d'un(e) étudiant(e) au titre du passeport mobilité – volet étudiant. - Page 17767

Décision n° 2018-135 du 5 février 2018 relative à la prise en charge du transport aérien d'un(e) étudiant(e) au titre du passeport mobilité – volet étudiant. - Page 17767

Décision n° 2018-136 du 5 février 2018 relative à la prise en charge du transport aérien d'un(e) étudiant(e) au titre du passeport mobilité – volet étudiant. - Page 17767

Décision n° 2018-137 du 5 février 2018 relative à la prise en charge du transport aérien d'un(e) étudiant(e) au titre du passeport mobilité – volet étudiant. - Page 17767

Décision n° 2018-138 du 5 février 2018 relative à la prise en charge du transport aérien d'un(e) étudiant(e) au titre du passeport mobilité – volet étudiant. - Page 17767

Décision n° 2018-139 du 5 février 2018 relative à la prise en charge du transport aérien d'un(e) étudiant(e) au titre du passeport mobilité – volet étudiant. - Page 17767

Décision n° 2018-140 du 5 février 2018 relative à la prise en charge du transport aérien d'un(e)

étudiant(e) au titre du passeport mobilité – volet étudiant. - Page 17767

Décision n° 2018-141 du 7 février 2018 relative à la prise en charge du transport aérien d'un(e) étudiant(e) au titre du passeport mobilité – volet étudiant. - Page 17767

Décision n°2018-143 du 9 février 2018 accordant l'aide à la continuité territoriale à Mademoiselle MASEI Malia. - Page 17768

Décision n°2018-144 du 9 février 2018 accordant l'aide à la continuité territoriale à Mademoiselle CLAIN Savelina. - Page 17768

Décision n°2018-145 du 9 février 2018 accordant l'aide à la continuité territoriale à Madame MANUOPUAVA ép TOKOTUU Senelosa. . - Page 17768

Décision n°2018-146 du 9 février 2018 accordant l'aide à la continuité territoriale à Madame MALUIA Malia, Lotana et Monsieur GOEPFERT Honoré, Pascal. - Page 17768

Décision n°2018-147 du 9 février 2018 Accordant l'aide à la continuité territoriale à Monsieur et Madame MATAILA Falakiko. - Page 17768

Décision n°2018-148 du 9 février 2018 accordant l'aide à la continuité territoriale à Monsieur et Madame HEAFALA Iletefoso et leur fille. - Page 17769

Décision n°2018-149 du 9 février 2018 effectuant le versement intégral de la prime à l'investissement au projet d'acquisition d'un bateau de Monsieur Eric MUNI. - Page 17769

Décision n°2018-150 du 9 février 2018 effectuant le premier versement de la prime à l'investissement au projet de production de granulés alimentaires de Monsieur Nicolas FOTOFILI. - Page 17769

Décision n°2018-151 du 9 février 2018 effectuant le versement intégral de la prime à l'investissement au projet de pâtisserie de Monsieur Sosefo MANUOPUAVA. - Page 17769

Décision n°2018-152 du 9 février 2018 effectuant le premier versement acompte de la prime à l'investissement au projet de construction d'un hébergement touristique de Monsieur Lafaele LAUFILITOGA. - Page 17769

Décision n° 2018-157 du 15 février 2018 relative à la prise en charge du transport aérien d'un(e) étudiant(e) au titre du passeport mobilité – volet étudiant. - Page 17770

Décision n° 2018-158 du 15 février 2018 relative à la prise en charge du transport aérien d'un(e)

étudiant(e) au titre du passeport mobilité – volet étudiant. - Page 17770

Décision n° 2018-159 du 15 février 2018 relative à la prise en charge du transport aérien d'un(e) étudiant(e) au titre du passeport mobilité – volet étudiant. - Page 17770

Décision n° 2018-160 du 15 février 2018 relative au remboursement du transport aérien d'un(e) étudiant(e) au titre du passeport mobilité – volet étudiant. - Page 17770

Décision n° 2018-161 du 15 février 2018 relative au remboursement du transport aérien d'un(e) étudiant(e) au titre du passeport mobilité – volet étudiant. - Page 17770

Décision n° 2018-166 du 15 février 2018 relative à la prise en charge des titres de transport des stagiaires de la formation professionnelle. - Page 17770

Annonces Légales Page 17771

Déclarations d'Associations Page 17773

PUBLICATIONS DIRECTES

Arrêté du 31 janvier 2018 modifiant l'arrêté du 12 janvier 2018 portant désignation des assesseurs titulaires et suppléants du tribunal de première instance de Nouméa, des sections détachées de Koné et de Lifou et du tribunal de première instance de Mata-Utu.

NOR: JUSB1802790A

Par arrêté de la garde des sceaux, ministre de la justice, en date du 31 janvier 2018, l'arrêté publié au Journal officiel du 19 janvier 2018, texte n° 56, est modifié comme suit :

Au lieu de : « Mme BOUEARAN Edna »,
Lire : « Mme TÉYÉ (BOUEARAN) Edna, Marline.

Au lieu de : « Mme NEMIA (THEODORE) Cunane »,
Lire : « Mme NEMIA (THEODORE) Cunané ».

Au lieu de : « M. YOKOHAMA Yannick »,
Lire : « M. YOKOHAMA Yanick ».

Au lieu de : « M. ALANE Joseph Waidedene »,
Lire : « M. ALANE Joseph Waïdédéné ».

Au lieu de : « M. HAEWENQ Maurice Jacques »,
Lire : « M. HAEWENG Maurice, Jacques ».

Au lieu de : « Mme TYUIENON Emmanuéla, Sylvaine »,
Lire : « Mme TYUIENON (GUYETTE) Emmanuela, Sylviane ».

Au lieu de : « Mme MERCIER (FILIMAHAAU) Germaine »,
Lire : « Mme MERCIER (FILIMOHAAU) Germaine, Pascale ».

Arrêté du 12 janvier 2018 portant désignation des assesseurs titulaires et suppléants du tribunal de première instance de Nouméa, des sections détachées de Koné et de Lifou et du tribunal de première instance de Mata-Utu.

NOR: JUSB1800201A

Par arrêté de la garde des sceaux, ministre de la justice, en date du 12 janvier 2018, sont désignés pour exercer les fonctions d'assesseurs du tribunal de première instance de Nouméa :

En qualité d'assesseurs titulaires

M. GUEPY Yvan
M. HMAE Jean Kautch

En qualité d'assesseurs suppléants
Mme BOURGADE Patricia

M. CHAMBRIARD Loïc
Mme HLEMUE (LE TALLEC) Yvonne, Trohunë

Mme JINAKOA Viviane
M. ROSSARD Joël, Jean Jacques
M. TUIHAMOUGA François, Foïmo

Sont désignés pour exercer les fonctions d'assesseurs de la section détachée de Koné :

En qualité d'assesseurs titulaires

M. FONTES Didier, Victor, Jean, Henri
Mme TROLUE Océane

En qualité d'assesseurs suppléants

M. BERTONI Philippe
Mme BOUEARAN Edna
M. GOWE Mahé
Mme HAMU (NAAOUTCHOUE) Sylviane
Mme NEMIA (THEODORE) Cunane
M. YOKOHAMA Yannick

Sont désignés pour exercer les fonctions d'assesseurs de la section détachée de Lifou :

En qualité d'assesseurs titulaires

Mme HNAIJE (WAIKATA) Koma
M. NYIPIE Halo

En qualité d'assesseurs suppléants

M. ALANE Joseph Waidedene
M. HAEWENQ Maurice Jacques
M. HNACEMA Edmond, Hnacema
M. MALAKAI Raymond, Wakala
Mme TYUIENON Emmanuéla, Sylvaine
M. WAHEO Jacob

Sont désignés pour exercer les fonctions d'assesseurs du tribunal de première instance de Mata-Utu :

En qualité d'assesseurs titulaires

M. MULIOTO Armand-Olivier
Mme SALUA Jeanine

En qualité d'assesseurs suppléants

Mme MERCIER (FILIMAHAAU) Germaine
M. JESSOP Joao
Mme MAILEHAKO Malia Nive
Mme TAKATAI (MAFUTUNA) Sernine Sixta

ACTES DU CHEF DU TERRITOIRE

L'arrêté n° 2018-041 n'est pas publiable au Journal Officiel.

Arrêté n° 2018-042 du 2 février 2018 portant publication des résultats de l'examen professionnel pour le recrutement d'un agent permanent, un Collecteur du Patrimoine à l'antenne de Futuna du Service des Affaires Culturelles.

LE PREFET, ADMINISTRATEUR SUPERIEUR DES ILES WALLIS ET FUTUNA, CHEVALIER DE LA LEGION D'HONNEUR, ET DE L'ORDRE NATIONAL DU MERITE

Vu la loi n° 61-814 du 29 juillet 1961 modifiée, conférant aux îles Wallis et Futuna le statut de territoire d'outre-mer ;

Vu le décret du Président de la République en date du 2 février 2017 portant nomination de Monsieur Jean-Francis TREFFEL, en qualité de Préfet, Administrateur Supérieur des îles Wallis et Futuna ;

Vu l'arrêté du Ministère de l'Intérieur en date du 6 mai 2016 portant nomination de Monsieur Stéphane DONNOT, Sous- Préfet hors classe, en qualité de Secrétaire Général des îles Wallis et Futuna ;

Vu l'arrêté n°76 du 23 septembre 1976 portant statut des agents permanents de l'Administration, modifié et complété ;

Vu l'arrêté n°2017-1102 du 28 février 2017 accordant délégation de signature à Monsieur Stéphane DONNOT, sous-préfet hors classe, en qualité de Secrétaire Général des îles Wallis et Futuna ;

Vu l'arrêté n°2017-911 du 15 novembre 2017 portant ouverture de l'examen professionnel pour le recrutement d'un agent permanent, un Collecteur du Patrimoine à l'antenne de Futuna du Service des Affaires Culturelles ;

Vu le procès-verbal du jury en date du 02 février 2018 ;
Sur proposition du Secrétaire Général,

ARRÊTE :

Article 1er : La personne, dont le nom suit, est déclarée admise à l'examen professionnel pour le recrutement d'un agent permanent, un Collecteur du Patrimoine à l'antenne de Futuna du Service des Affaires Culturelles :

- Madame SOKO Myrenda

La personne déclarée admise est recrutée par décision individuelle du Préfet, Administrateur Supérieur des îles Wallis et Futuna.

Article 2 : Les personnes dont les noms suivent sont inscrites sur la liste complémentaire valable DEUX ans à partir de la date de publication du présent arrêté :

- Madame MOELIKU Aloisia

Article 3 : Le présent arrêté sera enregistré, publié au journal officiel du territoire et communiqué partout où besoin sera. /.

Pour le Préfet et par délégation
Le Secrétaire Général
Stéphane DONNOT

Arrêté n° 2018-043 du 2 février 2018 portant publication des résultats du concours pour le recrutement d'un(e) secrétaire/préposé(e) généalogie à l'antenne de Futuna du Service des Affaires Culturelles.

LE PREFET, ADMINISTRATEUR SUPERIEUR DES ILES WALLIS ET FUTUNA, CHEVALIER DE LA LEGION D'HONNEUR, ET DE L'ORDRE NATIONAL DU MERITE

Vu la loi n° 61-814 du 29 juillet 1961 modifiée, conférant aux îles Wallis et Futuna le statut de territoire d'outre-mer ;

Vu le décret du Président de la République en date du 2 février 2017 portant nomination de Monsieur Jean-Francis TREFFEL, en qualité de Préfet, Administrateur Supérieur des îles Wallis et Futuna ;

Vu l'arrêté du Ministère de l'Intérieur en date du 6 mai 2016 portant nomination de Monsieur Stéphane DONNOT, Sous- Préfet hors classe, en qualité de Secrétaire Général des îles Wallis et Futuna ;

Vu l'arrêté n°76 du 23 septembre 1976 portant statut des agents permanents de l'Administration, modifié et complété ;

Vu l'arrêté n°2017-1102 du 28 février 2017 accordant délégation de signature à Monsieur Stéphane DONNOT, sous-préfet hors classe, en qualité de Secrétaire Général des îles Wallis et Futuna ;

Vu l'arrêté n°2017-939 du 1^{er} décembre 2017 portant ouverture du concours pour le recrutement d'un(e) secrétaire/préposé(e) généalogie à l'antenne de Futuna du Service des Affaires Culturelles ;

Vu le procès-verbal du jury en date du 02 février 2018 ;
Sur proposition du Secrétaire Général,

ARRÊTE :

Article 1er : La personne, dont le nom suit, est déclarée admise à l'examen professionnel pour le recrutement d'un agent permanent, un Collecteur du Patrimoine à l'antenne de Futuna du Service des Affaires Culturelles :

- Madame VAKAMUA Fiahoatoga

La personne déclarée admise est recrutée par décision individuelle du Préfet, Administrateur Supérieur des îles Wallis et Futuna.

Article 2 : Les personnes dont les noms suivent sont inscrites sur la liste complémentaire valable DEUX ans à partir de la date de publication du présent arrêté :

- Madame VEHKITE Jeanne-Chantal

- Madame MULILOTO Malia Saakopo

Article 3 : Le présent arrêté sera enregistré, publié au journal officiel du territoire et communiqué partout où besoin sera. /.

Pour le Préfet et par délégation
Le Secrétaire Général
Stéphane DONNOT

L'arrêté n° 2018-044 n'est pas publiable.

Arrêté n° 2018-045 du 5 février 2018 accordant délégation de signature à Monsieur Jean-François BOUTIN, Délégué du Préfet à Futuna

LE PREFET, ADMINISTRATEUR SUPERIEUR DES ILES WALLIS ET FUTUNA, CHEVALIER DE LA LEGION D'HONNEUR, ET DE L'ORDRE NATIONAL DU MERITE

vu la loi n° 61-814 du 29 juillet 1961, modifiée, conférant aux îles Wallis et Futuna, le statut de Territoire d'outre-mer ;

vu le décret n° 70-544 du 1er juin 1970 portant délégation des pouvoirs et autorisant les délégués du Gouvernement dans certains Territoires à déléguer leur signature ;

vu le décret du Président de la République en date du 2 février 2017 portant nomination Monsieur Jean-François TREFFEL en qualité de Préfet, Administrateur Supérieur des îles Wallis et Futuna ;

vu la décision n° 2017-171 du 27 février 2017, constatant l'arrivée sur le Territoire des îles Wallis et Futuna de Monsieur Jean-François TREFFEL en qualité de Préfet, Administrateur Supérieur des îles Wallis et Futuna ;

vu la décision n° 2018-132 du 05 février constatant l'arrivée sur le Territoire de Monsieur Jean-François BOUTIN, attaché d'administration de l'État, en qualité de Délégué du Préfet à Futuna ;

vu Arrêté n°17/768/B du 4 mai 2017 portant prolongation de séjour à Wallis et Futuna de Mme Eva SIMUTOGA, secrétaire administrative de classe normale IOM ;

vu Arrêté n°2017-912 du 16 novembre 2017, accordant délégation signature à M. Pascal DEC, Attaché principal d'administration de l'Etat, Délégué par intérim du Préfet à Futuna ;

sur proposition du Secrétaire général,

ARRÊTE :

Article 1er : Monsieur François Jean-François BOUTIN, Délégué du Préfet à Futuna et chef des Circonscriptions d'Alo et de Sigave, reçoit délégation de signature pour :

- la convocation, la préparation et l'exécution des décisions des Conseils des Circonscriptions ;
- en sa qualité d'ordonnateur délégué des budgets des Circonscriptions d'Alo et de Sigave, l'engagement, la liquidation et l'ordonnancement des dépenses ainsi que l'émission des ordres de recettes de ces budgets dans la limite de 10 000 000 Fcfp ;
- les engagements, la liquidation et l'ordonnancement des dépenses votées par l'Assemblée Territoriale sur les lignes de la

délégation de Futuna dans la limite de 300 000 Fcfp ;

- En qualité d'ordonnateur délégué des budgets des circonscriptions d'Alo et de Sigave, l'engagement, la liquidation et l'ordonnancement des dépenses ainsi que l'émission des ordres de recettes de ces budgets dans la limite de 10 000 000 Fcfp ;
- Les engagements, la liquidation et l'ordonnancement des dépenses votées par l'Assemblée Territoriale sur les lignes de la délégation de Futuna dans la limite de 300 000 Fcfp ;
- En qualité d'ordonnateur secondaire délégué, les dépenses relevant des chantiers de développement dans le limite de 10 000 000 Fcfp ;
- dans le respect des dispositions réglementaires en vigueur et des crédits approuvés, les arrêtés ou décisions portant attribution de viatiques, indemnités ou subventions diverses ;
- tous documents et correspondances administratives, relevant des affaires courantes de la délégation de Futuna, à l'exclusion des actes de nature réglementaire et des courriers adressés aux élus ;
- la gestion courante des Circonscriptions et notamment la gestion du personnel, en ce qui concerne les recrutements, les avancements et les sanctions, dans le respect des dispositions réglementaires en vigueur, prévues par l'arrêté n° 76 du 23 septembre 1976, portant statut des agents permanents du Territoire, modifié et complété ;
- la tenue de l'état-civil, la légalisation des signatures ;
- l'établissement des cartes nationales d'identité ;
- l'établissement, la prorogation et le renouvellement des passeports ;
- la délivrance des autorisations de séjour et des visas pour les étrangers ;
- les arrêtés portant suspension de permis de conduire ;
- les décisions de réquisition dans le cadre des évacuations sanitaires ;

Article 2 : - En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Jean-François BOUTIN, la délégation de signature accordée à ce dernier sera exercée par son adjointe Madame Eva SIMUTOGA,

dans la limite :

- de 2 000 000 Fcfp pour les budgets des circonscriptions d'Alo et de Sigave
- de 200 000 Fcfp pour le budget du Territoire.

et à l'exception :

- des arrêtés portant suspension de permis de conduire ;
- des décisions de réquisition dans le cadre des évacuations sanitaires.

Article 3 : - Monsieur Jean-François BOUTIN assure les fonctions de représentant légal de l'inspecteur du travail dans les Circonscriptions d'Alo et de Sigave, et

en cas d'empêchement, cette fonction revient à son adjointe Madame Eva SIMUTOGA.

Article 4 : - Le présent arrêté sera enregistré, publié au journal officiel du Territoire et communiqué partout où besoin sera./.

Le Préfet, Administrateur Supérieur
des îles Wallis et Futuna
Jean-Francis TREFFEL

Arrêté n° 2018-046 du 7 février 2018 reportant des restes à réaliser (RAR) du budget 2017 de la Circonscription d'Uvéa sur le budget 2018

LE PREFET, ADMINISTRATEUR SUPERIEUR DES ILES WALLIS ET FUTUNA, CHEVALIER DE LA LEGION D'HONNEUR, ET DE L'ORDRE NATIONAL DU MERITE

vu la loi n° 61-814 du 29 juillet 1961, conférant aux îles Wallis et Futuna, le statut de Territoire d'Outre-mer modifié par les lois n°73-549 du 28 juin 1973 et 78-1018 du 18 octobre 1978 ;
vu le décret n°81/920 du 13 novembre 1981 pris pour l'application de l'article 18 de la loi 29 juillet 1961 ;
vu le décret du Président de la République en date du 2 février 2017 portant nomination Monsieur Jean-Francis TREFFEL en qualité de Préfet, Administrateur Supérieur des îles Wallis et Futuna ;
vu l'arrêté du Ministère de l'Intérieur en date du 6 mai 2016 portant nomination de Monsieur Stéphane DONNOT, Sous- Préfet hors classe, en qualité de Secrétaire Général des îles Wallis et Futuna ;
vu l'arrêté n°19 du 20 mai 1964 portant organisation des circonscriptions administratives du territoire, modifié et complété par arrêté n°294 du 6 août 2007 ;
vu l'arrêté n°108 du 16 juin 1981 portant organisation budgétaire et comptable des circonscriptions administratives du Territoire ;
vu l'arrêté n°168 du 24 novembre fixant la nomenclature budgétaire des circonscriptions territoriales ;
vu l'arrêté n°2004-055 du 12 février 2004 relatif à l'expérimentation de l'instruction budgétaire et comptable M14 par les circonscriptions territoriales de Wallis et Futuna et leurs établissements publics ;
vu les crédits existant sur le budget 2017 de la Circonscription d'Uvéa.

ARRÊTE :

Article 1^{er} : Sont reportés au budget 2018 de la Circonscription d'Uvéa, les restes à réaliser du budget 207 ci-dessous :

DEPENSES D'INVESTISSEMENT	PROG	ARTICLES	MONTANT
Acquisition de Matériels	0929	2158	29 832 936
TOTAL GENERAL A REPORTER.....29 832 936			

Article 2 : L'Adjoint au Préfet Chef de la Circonscription d'Uvéa et le Directeur des Finances Publiques sont chargés, chacun en ce qui le concerne de

l'exécution du présent arrêté qui sera enregistré, publié au Journal Officiel du Territoire et communiqué partout où besoin sera./.

Le Préfet, Administrateur Supérieur
des îles Wallis et Futuna
Jean-Francis TREFFEL

Arrêté n° 2018-047 du 8 février 2018 ordonnant la réouverture au public des classes du bâtiment « B1 » de l'Ecole de Fatima, village de Vaitupu (Uvéa)

LE PREFET, ADMINISTRATEUR SUPERIEUR DES ILES WALLIS ET FUTUNA, CHEVALIER DE LA LEGION D'HONNEUR, ET DE L'ORDRE NATIONAL DU MERITE

vu la loi n° 61-814 du 29 juillet 1961 modifiée, conférant aux îles Wallis-et-Futuna le statut de Territoire d'outre-mer, notamment ses articles 7 et 8 ;
vu le décret du Président de la République en date du 2 février 2017 portant nomination de Monsieur Jean-Francis TREFFEL, en qualité de Préfet, Administrateur Supérieur des îles Wallis et Futuna et sa prise de fonction le 27 février 2017 ;
vu l'arrêté du Ministre de l'Intérieur et Ministre des Outre-mer en date du 6 mai 2016 portant nomination de Monsieur Stéphane DONNOT en qualité de Secrétaire général des îles Wallis-et-Futuna ;
vu l'arrêté n° 2017/102 du 28 février 2017 accordant délégation de signature à Monsieur Stéphane DONNOT, Secrétaire général des îles Wallis et Futuna ;
vu l'arrêté préfectoral n° 353/2001 portant création de la Commission territoriale de sécurité dans les établissements recevant du public ;
vu l'arrêté préfectoral n° 2017-676 du 17 août 2017 ordonnant la fermeture au public d'une classe de moyenne section de l'école de Fatima, bâtiment « B1 » village de Vaitupu (Uvéa) ;
vu la demande de la Vice-rectrice des îles Wallis et Futuna adressé par courriel en date du 9 janvier 2018 au Préfet, Administrateur supérieur ;
vu l'avis technique « **Favorable** » de la société SOCOTEC en date du 31/10/2017, sur la réalisation des travaux de charpente concernant l'ensemble du bâtiment « B1 » ;
sur proposition du Chef des services du cabinet ;
Considérant qu'il convient d'assurer la sécurité des personnes et des biens dans les établissements recevant du public ;
Considérant que l'avis technique du bureau de contrôle agréé SOCOTEC relève que les confortements réalisés sur les structures charpente de l'ensemble du bâtiment « B1 » de l'école de Fatima ont permis leur remise en conformité et qu'elles ne présentent plus de risque d'affaissement ;
Considérant que l'état général des structures charpente du bâtiment « B1 » de l'école de Fatima, village de Vaitupu, n'est plus de nature à faire obstacle à l'accueil des élèves dans les deux classes du bâtiment ;

ARRETE :

Article 1^{er} : Les salles de classe du bâtiment « B1 » de l'école de Fatima sont ré ouvertes au public à compter du 12 février 2018 ;

Article 2 : Le présent arrêté sera enregistré et publié au Journal Officiel des îles Wallis et Futuna et affiché à l'Administration supérieure et au Vice-rectorat des îles Wallis et Futuna ainsi qu'à l'entrée de l'établissement concerné ;

Article 3 : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif de Mata'Utu d'un délai de deux mois à compter de la date de sa publication ;

Article 4 : Madame la Vice-rectrice, Monsieur le Directeur de l'Enseignement catholique, Monsieur le commandant de la gendarmerie pour les îles de Wallis et Futuna sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Pour le Préfet et par délégation,
le Secrétaire général des îles Wallis et Futuna
Stéphane DONNOT

Arrêté n° 2018-048 du 8 février 2018 ordonnant la réouverture au public des classes du bâtiment « A » R+1 de l'Ecole de Mata'Utu

LE PREFET, ADMINISTRATEUR SUPERIEUR DES ILES WALLIS ET FUTUNA, CHEVALIER DE LA LEGION D'HONNEUR, ET DE L'ORDRE NATIONAL DU MERITE

vu la loi n° 61-814 du 29 juillet 1961 modifiée, conférant aux îles Wallis-et-Futuna le statut de Territoire d'outre-mer, notamment ses articles 7 et 8 ;
vu le décret du Président de la République en date du 2 février 2017 portant nomination de Monsieur Jean-Francis TREFFEL, en qualité de Préfet, Administrateur Supérieur des îles Wallis et Futuna et sa prise de fonction le 27 février 2017 ;

vu l'arrêté du Ministre de l'Intérieur et Ministre des Outre-mer en date du 6 mai 2016 portant nomination de Monsieur Stéphane DONNOT en qualité de Secrétaire général des îles Wallis-et-Futuna ;

v l'arrêté n° 2017/102 du 28 février 2017 accordant délégation de signature à Monsieur Stéphane DONNOT, Secrétaire général des îles Wallis et Futuna ;
Vu l'arrêté préfectoral n° 353/2001 portant création de la Commission territoriale de sécurité dans les établissements recevant du public ;

vu l'arrêté préfectoral n° 2016-129 du 31 mars 2016 ordonnant la fermeture au public des classes situées au niveau R+1 du bâtiment A de l'école de Mata'Utu ;

Vu la demande de la Vice-rectrice des îles Wallis et Futuna adressé par courriel en date du 9 janvier 2018 au Préfet, Administrateur supérieur ;

vu l'avis technique « Favorable » de la société SOCOTEC en date du 12/10/2017 et 4/01/2018, sur la réalisation des travaux de consolidation des faux plafonds et d'installation de grilles de ventilation destinées à éviter la mise en pression du « plénum » ;

sur proposition du Chef des services du cabinet ;

Considérant qu'il convient d'assurer la sécurité des personnes et des biens dans les établissements recevant du public ;

Considérant que les avis techniques, susvisés, du bureau de contrôle agréé SOCOTEC relèvent que les travaux de consolidation réalisés sur les ossatures supports des

plafonds respectaient les dispositions de conformité ainsi que l'installation de grille de ventilation destinées à éviter la mise en pression du « plénum », pour l'ensemble des classes du bâtiment « A » de l'école de Mata'Utu ont permis leur mise en conformité et qu'ils ne présentent plus de risque d'effondrement ;

Considérant que l'état général des faux plafonds du bâtiment « A » de l'école de Mata'Utu n'est plus de nature à faire obstacle à l'accueil des élèves dans toutes les classes du niveau R+1 du bâtiment « A » ;

ARRETE :

Article 1^{er} : Les salles de classe du bâtiment « A », niveau R+1 de l'école de Mata'Utu sont ré-ouvertes au public à compter du **12 février 2018** ;

Article 2 : Le présent arrêté sera enregistré et publié au Journal Officiel des îles Wallis et Futuna et affiché à l'Administration Supérieure et au Vice-rectorat des îles Wallis et Futuna ainsi qu'à l'entrée de l'établissement concerné ;

Article 3 : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif de Mata'Utu d'un délai de deux mois à compter de la date de sa publication ;

Article 4 : Madame le Vice-rectrice, Monsieur le Directeur de l'Enseignement catholique, Monsieur le commandant de la gendarmerie pour les îles de Wallis et Futuna sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Pour le Préfet et par délégation,
le Secrétaire général des îles Wallis et Futuna
Stéphane DONNOT

Arrêté n° 2018-049 du 8 février 2018 ordonnant la réouverture au public des classes 1 et 5 de l'école de Tapa, (Uvéa)

LE PREFET, ADMINISTRATEUR SUPERIEUR DES ILES WALLIS ET FUTUNA, CHEVALIER DE LA LEGION D'HONNEUR, ET DE L'ORDRE NATIONAL DU MERITE

vu la loi n° 61-814 du 29 juillet 1961 modifiée, conférant aux îles Wallis-et-Futuna le statut de Territoire d'outre-mer, notamment ses articles 7 et 8 ;

Vu le décret du Président de la République en date du 2 février 2017 portant nomination de Monsieur Jean-Francis TREFFEL, en qualité de Préfet, Administrateur Supérieur des îles Wallis et Futuna et sa prise de fonction le 27 février 2017 ;

Vu l'arrêté du Ministre de l'Intérieur et Ministre des Outre-mer en date du 6 mai 2016 portant nomination de Monsieur Stéphane DONNOT en qualité de Secrétaire général des îles Wallis-et-Futuna ;

Vu l'arrêté n° 2017/102 du 28 février 2017 accordant délégation de signature à Monsieur Stéphane DONNOT, Secrétaire général des îles Wallis et Futuna ;
Vu l'arrêté préfectoral n° 353/2001 portant création de la Commission territoriale de sécurité dans les établissements recevant du public ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 2017-74 du 10 février 2017 ordonnant la fermeture au public d'une classe de CM2 du bâtiment scolaire « A » du village de Tepa (Uvéa) ;
Vu la demande de la Vice-rectrice des îles Wallis et Futuna adressé par courriel en date du 9 janvier 2018 au Préfet, Administrateur supérieur ;
vu l'avis technique « **Favorable** » de la société SOCOTEC en date du 31/10/2017, sur la réalisation des travaux d'ossatures des plafonds des classes 1 et 5 et de la mise en place de grille sur les trappes de visite évitant ainsi la mise en surpression du « plénum » ;
Sur proposition du Chef des services du cabinet ;
Considérant qu'il convient d'assurer la sécurité des personnes et des biens dans les établissements recevant du public ;
Considérant que l'avis technique du bureau de contrôle agréé SOCOTEC relève que les travaux de consolidation des faux plafonds par des ossatures en bois et l'aménagement des trappes de ventilation que l'ensemble des plafonds du bâtiment scolaire « A » de l'école de Tepa ont permis leur remise en conformité et qu'il n'existe plus de risque d'effondrement ;
Considérant que l'état général des faux plafonds du bâtiment « A » de l'école de Tepa n'est plus de nature à faire obstacle à l'accueil des élèves dans toutes les classes 1 et 5 du bâtiment ;

ARRETE :

Article 1^{er} : Les salles de classe 1 et 5 du bâtiment scolaire « A » de l'école de Tepa sont ré-ouvertes au public à compter du **12 février 2018** ;

Article 2 : Le présent arrêté sera enregistré et publié au Journal Officiel des îles Wallis et Futuna et affiché à l'Administration supérieure et au Vice-rectorat des îles Wallis et Futuna ainsi qu'à l'entrée de l'établissement concerné ;

Article 3 : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif de Mata'Utu d'un délai de deux mois à compter de la date de sa publication ;

Article 4 : Madame la Vice-rectrice, Monsieur le Directeur de l'Enseignement catholique, Monsieur le commandant de la gendarmerie pour les îles de Wallis et Futuna sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Pour le Préfet et par délégation,
le Secrétaire général des îles Wallis et Futuna
Stéphane DONNOT

Arrêté n° 2018-050 du 9 février 2018 modifiant l'arrêté n°2017-992 du 13 décembre 2017 portant ouverture d'un concours pour le recrutement d'un agent permanent, Chargé de la Biodiversité et de la Gestion des Ecosystèmes au Service Territorial de l'Environnement

LE PREFET, ADMINISTRATEUR SUPERIEUR DES ILES WALLIS ET FUTUNA, CHEVALIER

DE LA LEGION D'HONNEUR, ET DE L'ORDRE NATIONAL DU MERITE

Vu la loi n° 61-814 du 29 juillet 1961, modifiée, conférant aux îles Wallis et Futuna le statut de Territoire d'outre-mer ;

Vu le Code du Travail dans les Territoires d'Outre-Mer ;

Vu le Décret n° 46-2377 du 25 octobre 1946 portant réorganisation du Conseil Général de la Nouvelle-Calédonie et Dépendances, en ce qu'il a été rendu applicable dans le Territoire des îles Wallis et Futuna par l'article 12 de la loi précitée ;

Vu le décret du Président de la République en date du 2 février 2017 portant nomination de Monsieur Jean-Francis TREFFEL, en qualité de Préfet, Administrateur Supérieur des îles Wallis et Futuna ;

Vu l'arrêté n° 76 du 23 septembre 1976 portant statut des agents permanents de l'Administration, modifié et complété ;

Vu l'arrêté du Ministre de l'Intérieur et de la Ministre des outre-mer en date du 06 mai 2016 portant nomination de Monsieur Stéphane DONNOT, en qualité de secrétaire général des îles Wallis et Futuna ;

Vu l'arrêté n° 2017-102 du 28 février 2017 accordant délégation de signature à Monsieur Stéphane DONNOT, sous-préfet hors classe, en qualité de Secrétaire Général des îles Wallis et Futuna ;

Vu l'arrêté n°2017-992 du 13 décembre 2017 portant ouverture d'un concours pour le recrutement d'un agent permanent, chargé de la Biodiversité et de la Gestion des Ecosystèmes au Service Territorial de l'Environnement

Vu les nécessités du service ;

ARRETE :

Article 1^{er} : L'article 4 de l'arrêté n°2017-992 portant ouverture d'un concours pour le recrutement d'un agent permanent, Chargé de la Biodiversité et de la Gestion des Ecosystèmes au Service Territoriale de l'Environnement est modifié comme suite :

LIRE

Article 4.

Le concours est composé d'une épreuve écrite d'admissibilité et d'une épreuve d'admission.

1. – Epreuve écrite d'admissibilité

- Date et Lieu : Lundi 12 février 2018 au Falé de la République de l'Administration.

- 07h45 : Appel

- 08h00 – 12h00 : Note de synthèse (4h – cef.2)

Au vu des résultats de l'épreuve écrite d'admissibilité, un arrêté fixant le seuil d'admissibilité ainsi que la liste des candidats admissibles sera publié par voie d'affichage à l'Administration Supérieure et mis en ligne sur le site internet de la Préfecture de Wallis et Futuna. Les candidats admissibles seront convoqués individuellement par courrier dans le cadre de l'épreuve orale d'admission.

2. Epreuve orale d'admission

Les candidats admissibles seront convoqués par courrier à un entretien avec le jury.

- *Modalités de l'entretien.*

- **Date et Lieu : Mercredi 28 février 2018 à 9h dans la salle de réunion de l'Administration Supérieure.**

Entretien avec le jury visant à apprécier la personnalité et les aptitudes du candidat ainsi que ses motivations professionnelles (durée : 15 minutes –coef.3).

Le reste sans changement.

Article 2 : Le présent arrêté sera enregistré, publié au journal officiel du Territoire et communiqué partout où besoin sera./.

Pour le Préfet et par délégation,
le Secrétaire général des îles Wallis et Futuna
Stéphane DONNOT

Arrêté n° 2018-051 du 9 février 2018 portant sur la limitation de vitesse à caractère exceptionnel à Wallis en raison des mauvaises conditions météorologiques.

LE PREFET, ADMINISTRATEUR SUPERIEUR DES ILES WALLIS ET FUTUNA, CHEVALIER DE LA LEGION D'HONNEUR, ET DE L'ORDRE NATIONAL DU MERITE

Vu la loi n° 61-814 du 29 juillet 1961, modifiée, conférant aux îles Wallis et Futuna le statut de Territoire d'outre-mer, notamment son article 8 ;

Vu le Code territorial de la route ;

Vu le décret du Président de la République en date du 2 février 2017 portant nomination de Monsieur Jean-Francis TREFFEL, en qualité de Préfet, Administrateur Supérieur des îles Wallis et Futuna et sa prise de fonctions le 27 février 2017 ;

Considérant les mauvaises conditions météorologiques ;
Considérant la dangerosité des routes pour les automobilistes ;

Considérant la nécessité de protéger les services qui interviennent pour sécuriser les routes et la nécessité d'adapter la vitesse des véhicules aux conditions météorologiques ;

ARRÊTE :

Article 1^{er} : Une limitation de vitesse à 50 km/heure établie à Wallis à compter de ce jour, vendredi 9 février 2018 à 19H. Cette limitation à caractère exceptionnel prendra fin le lundi 12 février 2018 à 8H.

Article 2 : Le présent arrêté est notifié au Commandant de la Gendarmerie des îles Wallis-et-Futuna.

Le Préfet, Administrateur Supérieur
Des îles Wallis et Futuna
Jean-Francis TREFFEL

L'arrêté n° 2018-052 n'est pas publiable au Journal Officiel.

Arrêté n° 2018-053 du 9 février 2018 autorisant la prise en charge sur le Budget du Territoire des frais d'inhumation de la dépouille mortelle de Monsieur Tomasi PULUIMEI.

LE PREFET, ADMINISTRATEUR SUPERIEUR DES ILES WALLIS ET FUTUNA, CHEVALIER DE LA LEGION D'HONNEUR, ET DE L'ORDRE NATIONAL DU MERITE

Vu la loi n° 61-814 du 29 juillet 1961 conférant aux îles Wallis et Futuna, le statut du Territoire d'Outre-mer, modifiée ;

Vu le décret n° 46-2377 du 25 octobre 1946, portant réorganisation du conseil général de la Nouvelle-Calédonie et dépendances, en ce qu'il a été rendu applicable au territoire par l'article 12 de la loi n°61-814 du 29 juillet 1961 ;

Vu le décret du Président de la République en date du 2 février 2017 portant nomination de Monsieur Jean-Francis TREFFEL, en qualité de Préfet, Administrateur Supérieur des îles Wallis et Futuna et sa prise de fonction le 27 février 2017 ;

Vu l'arrêté du Ministre de l'Intérieur et de la Ministre des outre-mer en date du 06 mai 2016 portant nomination de Monsieur Stéphane DONNOT, en qualité de secrétaire général des îles Wallis et Futuna ;

Vu l'arrêté n° 2017-102 du 28 février 2017 accordant délégation de signature à Monsieur Stéphane DONNOT, sous-préfet hors classe, en qualité de Secrétaire Général des îles Wallis et Futuna ;

Vu la délibération n°51/AT/2011 du 15 décembre 2011, relative à la prise en charge des frais d'inhumation ou de rapatriement de corps des personnes décédées hors du Territoire des îles Wallis et Futuna où est située leur résidence ;

Vu l'arrêté n°2012-271 du 25 juillet 2012 rendant exécutoire la délibération n°06/AT/2012 du 20 juillet 2012 complétant la délibération n°51/AT/2011, relative à la prise en charge des personnes décédées hors de l'Île (Wallis et Futuna) où est située leur résidence ;

Vu l'arrêté n°2016-402 du 26 août 2016 rendant exécutoire la délibération 17/AT/2016 du 30 juin 2016 portant modification de la mesure de prise en charge des frais de rapatriement de corps de résidents de nos Îles décédés à l'extérieur du Territoire ;

Vu l'arrêté l'attestation de prise en charge de la commission permanente n°01-2018 en date du 15 janvier 2018 ;

Vu l'arrêté n°2017-993 du 14 décembre 2017 – approuvant et rendant exécutoire la délibération n°88/AT/2017 du 1^{er} décembre 2017 portant adoption des budgets primitifs – budget principal, budget annexe du service des postes et télécommunications et le budget annexe de la stratégie de développement numérique du Territoire des îles Wallis et Futuna – de l'exercice 2018 du Territoire des îles Wallis et Futuna ;
sur proposition du Secrétaire Général,

ARRÊTE :

Article 1^{er} : Les frais d'inhumation liés au décès de Monsieur Tomasi PULUIMEI sont remboursés dans les conditions prévues par les textes susvisés, pour un montant de 320 000 CFP (trois cent vingt mille francs

pacifique), la Société des Pompes funèbres Calédoniennes, compte n° 17499 00010 19258202014 38, ouvert auprès de la Banque Calédonienne d'Investissements en Nouvelle Calédonie.

Article 2 : La présente, faisant l'objet du présent arrêté, est imputable au budget territorial, exercice 2018, fonction 52 – sous rubrique 527 – nature 6527, chapitre 935 – « Frais d'inhumation », env.837.

Article 3 : Le Préfet, Administrateur Supérieur du Territoire des Îles Wallis et Futuna, le Secrétaire Général, le Chef du service des Finances et le Directeur des finances publiques du Territoire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera enregistré et publié au Journal Officiel du Territoire.

Le Préfet, Administrateur Supérieur
des îles Wallis et Futuna
Jean-Francis TREFFEL

DECISIONS

Décision n° 2018-134 du 5 février 2018 relative à la prise en charge du transport aérien d'un(e) étudiant(e) au titre du passeport mobilité – volet étudiant.

Est pris en charge à hauteur de 100%, le titre de transport aérien sur le trajet Futuna/Nouméa en classe économique pour la rentrée universitaire 2018 de l'étudiant SUMOI Tuani poursuivant ses études en 1^{ère} année de BTS Electronique au Lycée Jules Garnier en Nouvelle-Calédonie (988).

La dépense résultant de la présente est imputable sur le Budget du Territoire : Fonction : 20 – Nature : 6245.

Décision n° 2018-135 du 5 février 2018 relative à la prise en charge du transport aérien d'un(e) étudiant(e) au titre du passeport mobilité – volet étudiant.

Est pris en charge à hauteur de 100%, le titre de transport aérien sur le trajet Futuna/Nouméa en classe économique pour la rentrée universitaire 2018 de l'étudiant FULILAGI Kukulei inscrit en 1^{ère} année de Licence Eco-Gestion à l'Université de la Nouvelle-Calédonie (988).

La dépense résultant de la présente est imputable sur le Budget du Territoire : Fonction : 20 – Nature : 6245.

Décision n° 2018-136 du 5 février 2018 relative à la prise en charge du transport aérien d'un(e) étudiant(e) au titre du passeport mobilité – volet étudiant.

Est pris en charge à hauteur de 100%, le titre de transport aérien sur le trajet Futuna/Nouméa en classe économique pour la rentrée universitaire 2018 de l'étudiant TIALETAGI Oslo poursuivant ses études de 3^e année de Licence Eco-Gestion à l'Université de la Nouvelle-Calédonie (988).

La dépense résultant de la présente est imputable sur le Budget du Territoire : Fonction : 20 – Nature : 6245.

Décision n° 2018-137 du 5 février 2018 relative à la prise en charge du transport aérien d'un(e) étudiant(e) au titre du passeport mobilité – volet étudiant.

Est pris en charge à hauteur de 100%, le titre de transport aérien sur le trajet Futuna/Nouméa en classe économique pour la rentrée universitaire 2018 de l'étudiante MOELIKU Vania inscrite en 2^{ème} année de BTS SP3S au Lycée Apollinaire Anova en Nouvelle-Calédonie (988).

La dépense résultant de la présente est imputable sur le Budget du Territoire : Fonction : 20 – Nature : 6245.

Décision n° 2018-138 du 5 février 2018 relative à la prise en charge du transport aérien d'un(e) étudiant(e) au titre du passeport mobilité – volet étudiant.

Est pris en charge à hauteur de 100%, le titre de transport aérien sur le trajet Futuna/Nouméa en classe économique pour la rentrée universitaire 2018 de l'étudiant MAITUKU Lopoamo inscrit en 2^e et 3^e année de Licence Eco-Gestion à l'Université de la Nouvelle-Calédonie (988).

La dépense résultant de la présente est imputable sur le Budget du Territoire : Fonction : 20 – Nature : 6245.

Décision n° 2018-139 du 5 février 2018 relative à la prise en charge du transport aérien d'un(e) étudiant(e) au titre du passeport mobilité – volet étudiant.

Est pris en charge à hauteur de 50%, le titre de transport aérien sur le trajet Futuna/Nouméa en classe économique pour la rentrée universitaire 2018 de l'étudiante TUVINI Malia Kaieva poursuivant ses études en 1^{ère} année de

BTS Technico-commercial au Lycée Jules Garnier en Nouvelle-Calédonie (988).

La dépense résultant de la présente est imputable sur le Budget du Territoire : Fonction : 20 – Nature : 6245.

Décision n° 2018-140 du 5 février 2018 relative à la prise en charge du transport aérien d'un(e) étudiant(e) au titre du passeport mobilité – volet étudiant.

Est pris en charge à hauteur de 100%, le titre de transport aérien sur le trajet Futuna/Nouméa en classe économique pour la rentrée universitaire 2018 de l'étudiant SAVEA Wilfried inscrit en 1^{ère} année de BTS SIO (Service Informatiques aux Organisations) au Lycée du Grand Nouméa en Nouvelle-Calédonie (988).

La dépense résultant de la présente est imputable sur le Budget du Territoire : Fonction : 20 – Nature : 6245.

Décision n° 2018-141 du 7 février 2018 relative à la prise en charge du transport aérien d'un(e) étudiant(e) au titre du passeport mobilité – volet étudiant.

Est pris en charge à hauteur de 50%, le titre de transport aérien sur le trajet Lyon/Wallis en classe économique pour le retour définitif de l'étudiant SIULI Soane-Patita

scolarisé en 2^e année de BTS SIO option SLAM au Lycée Polyvalent Mixte Lamartine en 2015-2016.

La dépense résultant de la présente est imputable sur le Budget du Territoire : Fonction : 20 – Nature : 6245.

Décision n°2018-143 du 9 février 2018 accordant l'aide à la continuité territoriale à Mademoiselle MASEI Malia

Il est octroyé une aide majorée à Mademoiselle MASEI Malia, née le 06/12/1988 à Wallis, demeurant au village d'Ono, royaume d'Alo, pour son voyage Futuna/Paris/Futuna.

- Le montant de l'aide est de 66 826 fcfp (soit 560 €)

Cette aide sera versée à l'agence de voyage de son choix. Le règlement se fera sur présentation de la facture acquittée et sera imputée sur le chapitre 939, fonction 90; S/Rubrique 903; nature 6245 « Aide à la continuité territoriale » du budget du Territoire de l'année 2018.

L'aide délivrée par la présente décision a une durée de validité de quatre mois à compter de sa date de signature. Si le déplacement n'est pas réalisé, l'agence est tenue de fournir au service un document attestant de l'annulation du voyage, au cas où l'aide lui a été déjà versée il sera tenu de le rembourser au budget du territoire.

Décision n°2018-144 du 9 février 2018 accordant l'aide à la continuité territoriale à Mademoiselle CLAIN Savelina

Il est octroyé une aide majorée à Mademoiselle CLAIN Savelina, née le 04/07/1966 à Nouméa (Nouvelle-Calédonie), demeurant au village de Haafuasias, district de Hahake, pour son voyage Wallis/Paris/Wallis.

Le montant de l'aide est de 66 826 fcfp (soit 560 €)

Cette aide sera versée à l'agence de voyage de son choix. Le règlement se fera sur présentation de la facture acquittée et sera imputée sur le chapitre 939, fonction 90; S/Rubrique 903; nature 6245 « Aide à la continuité territoriale » du budget du Territoire de l'année 2018.

L'aide délivrée par la présente décision a une durée de validité de quatre mois à compter de sa date de signature. Si le déplacement n'est pas réalisé, l'agence est tenue de fournir au service un document attestant de l'annulation du voyage, au cas où l'aide lui a été déjà versée il sera tenu de le rembourser au budget du territoire.

Décision n°2018-145 du 9 février 2018 accordant l'aide à la continuité territoriale à Madame MANUOPUAVA ép TOKOTUU Senelosa

Il est octroyé une aide simple à Madame MANUOPUAVA ép. TOKOTUU Senelosa, née le 12/07/1950 à Wallis, demeurant au village d'Utufua, district de Mua, pour son voyage Wallis/Paris/Wallis.

Le montant de l'aide est de 20 286 fcfp (soit 170 €)

Cette aide sera versée à l'agence de voyage de son choix. Le règlement se fera sur présentation de la facture acquittée et sera imputée sur le chapitre 939, fonction 90; S/Rubrique 903; nature 6245 « Aide à la continuité territoriale » du budget du Territoire de l'année 2018.

L'aide délivrée par la présente décision a une durée de validité de quatre mois à compter de sa date de signature. Si le déplacement n'est pas réalisé, l'agence est tenue de fournir au service un document attestant de l'annulation du voyage, au cas où l'aide lui a été déjà versée il sera tenu de le rembourser au budget du territoire.

Décision n°2018-146 du 9 février 2018 accordant l'aide à la continuité territoriale à Madame MALUIA Malia, Lotana et Monsieur GOEPFERT Honoré, Pascal

Il est octroyé une aide simple à Madame MALUIA Malia, Lotana, née le 08/03/1968 à Wallis et Monsieur GOEPFERT Honoré, Pascal, né le 12/04/1963 à Wallis, demeurant au village de Mata'utu, district de Hahake, pour leur voyage Wallis/Paris/Wallis.

Le montant total de l'aide est de $66\,826 \times 2 = 133\,652$ fcfp (soit 1 120 €)

Cette aide sera versée à l'agence de voyage de son choix. Le règlement se fera sur présentation de la facture acquittée et sera imputée sur le chapitre 939, fonction 90; S/Rubrique 903; nature 6245 « Aide à la continuité territoriale » du budget du Territoire de l'année 2018.

L'aide délivrée par la présente décision a une durée de validité de quatre mois à compter de sa date de signature. Si le déplacement n'est pas réalisé, l'agence est tenue de fournir au service un document attestant de l'annulation du voyage, au cas où l'aide lui a été déjà versée il sera tenu de le rembourser au budget du territoire.

Décision n°2018-147 du 9 février 2018 Accordant l'aide à la continuité territoriale à Monsieur et Madame MATAILA Falakiko

Il est octroyé une aide simple à Monsieur MATAILA Falakiko, né le 09/12/1983 à Wallis et son épouse Madame TUATAANE ép. MATAILA Oneliki, née le 11/05/1991 à Wallis, demeurant au village d'Utufua, district de Mua, pour leur voyage Wallis/Paris/Wallis.

Le montant total de l'aide est de $66\,826 \times 2 = 133\,652$ fcfp (soit 1 120 €)

Cette aide sera versée à l'agence de voyage de son choix. Le règlement se fera sur présentation de la facture acquittée et sera imputée sur le chapitre 939, fonction 90; S/Rubrique 903; nature 6245 « Aide à la continuité territoriale » du budget du Territoire de l'année 2018.

L'aide délivrée par la présente décision a une durée de validité de quatre mois à compter de sa date de signature. Si le déplacement n'est pas réalisé, l'agence

est tenue de fournir au service un document attestant de l'annulation du voyage, au cas où l'aide lui a été déjà versée il sera tenu de le rembourser au budget du territoire.

Décision n°2018-148 du 9 février 2018 accordant l'aide à la continuité territoriale à Monsieur et Madame HEAFALA Iletefoso et leur fille

Il est octroyé une aide simple à Monsieur HEAFALA Iletefoso, né le 28/03/1951 à Wallis, son épouse Madame FENUAFANOTE ép. HEAFALA Ana, née le 22/06/1953 à Wallis, sa fille Mademoiselle HEAFALA-D'ESPALUNGUE D'ARROS Lusua, Fisiimoli, Alikihau, née le 13/08/1984 à Wallis, demeurant au village de Kolopopo, district de Mua, pour leur voyage Wallis/Paris/Wallis.

Le montant total de l'aide est de $66\,826 \times 3 = 200\,478$ fcfp (soit 1 680 €)

Cette aide sera versée à l'agence de voyage de son choix. Le règlement se fera sur présentation de la facture acquittée et sera imputée sur le chapitre 939, fonction 90; S/Rubrique 903; nature 6245 « Aide à la continuité territoriale » du budget du Territoire de l'année 2018.

L'aide délivrée par la présente décision a une durée de validité de quatre mois à compter de sa date de signature. Si le déplacement n'est pas réalisé, l'agence est tenue de fournir au service un document attestant de l'annulation du voyage, au cas où l'aide lui a été déjà versée il sera tenu de le rembourser au budget du territoire.

Décision n°2018-149 du 9 février 2018 effectuant le versement intégral de la prime à l'investissement au projet d'acquisition d'un bateau de Monsieur Eric MUNI

Est effectué le versement du premier acompte de la prime à l'investissement au projet de Monsieur Eric MUNI (RCS : 2010 B 1562 – CD : 1994.1.176) domicilié à Hihifo (Wallis), conformément aux dispositions de l'article 4.b) de la convention susvisée.

Le montant est de 137 400 CFP qui correspond à $458\,000 \times 30\% = 137\,400$, et sera versé sur le compte du fournisseur, ci-après :

Etablissement bancaire : BANQUE DE WALLIS ET FUTUNA

Domiciliation : AGENCE DE WALLIS

Titulaire du compte : TECHNIC IMPORT

Compte n°11408 06960 00018500154 84

La dépense résultant de la présente décision est imputable au Budget Territorial de l'exercice 2018, fonction 90, nature 6518, chapitre 939, s/rubrique 903 « Code territorial des investissements ».

Décision n°2018-150 du 9 février 2018 effectuant le premier versement de la prime à l'investissement au projet de production de granulés alimentaires de Monsieur Nicolas FOTOFILI

Est effectué le versement du premier acompte de la prime à l'investissement au projet de Monsieur Nicolas FOTOFILI domicilié à Hihifo (Wallis), conformément aux dispositions de l'article 4.b) de la convention susvisée.

Le montant est de 360 650 CFP qui correspond à $721\,300 \times 50\% = 360\,650$, et sera versé sur le compte du fournisseur, ci-après :

Etablissement bancaire : BANQUE DE WALLIS ET FUTUNA

Domiciliation : AGENCE DE WALLIS

Titulaire du compte : Marie Yolande FOTOFILI

Compte n°11408 06960 20302900176 84

La dépense résultant de la présente décision est imputable au Budget Territorial de l'exercice 2018, fonction 90, nature 6518, chapitre 939, s/rubrique 903 « Code territorial des investissements ».

Décision n°2018-151 du 9 février 2018 effectuant le versement intégral de la prime à l'investissement au projet de pâtisserie de Monsieur Sosefo MANUOPUAVA

Est effectué le versement du premier acompte de la prime à l'investissement au projet de Monsieur Sosefo MANUOPUAVA (RCS : 2016 A 1976 – CD : 2017.1.1852) domicilié à Hahake (Wallis), conformément aux dispositions de l'article 4.b) de la convention susvisée.

Le montant est de 500 000 CFP et sera versé sur le compte du bénéficiaire, ci-après :

Etablissement bancaire : BANQUE DE WALLIS ET FUTUNA

Domiciliation : AGENCE DE WALLIS

Titulaire du compte : Sosefo MANUOPUAVA

Compte n°11408 06960 20409900197 84

La dépense résultant de la présente décision est imputable au Budget Territorial de l'exercice 2018, fonction 90, nature 6518, chapitre 939, s/rubrique 903 « Code territorial des investissements ».

Décision n°2018-152 du 9 février 2018 effectuant le premier versement acompte de la prime à l'investissement au projet de construction d'un hébergement touristique de Monsieur Lafaele LAUFILITOGA

Est effectué le versement du premier acompte de la prime à l'investissement au projet de construction d'un hébergement touristique de Monsieur Lafaele LAUFILITOGA domicilié à Mua (Wallis), conformément aux dispositions de l'article 4.b) de la convention susvisée.

Le montant est de 1 505 000 CFP qui correspond à $2\,150\,000 \times 70\% = 1\,505\,000$, et sera versé sur le compte du bénéficiaire, ci-après :

Etablissement bancaire : BANQUE DE WALLIS ET FUTUNA

Domiciliation : AGENCE DE WALLIS

Titulaire du compte : Lafaele LAUFILITOGA

Compte n°11408 06960 01039800156 84

La dépense résultant de la présente décision est imputable au Budget Territorial de l'exercice 2018, fonction 90, nature

6518, chapitre 939, s/rubrique 903 « Code territorial des investissements ».

Décision n° 2018-157 du 15 février 2018 relative à la prise en charge du transport aérien d'un(e) étudiant(e) au titre du passeport mobilité – volet étudiant.

Est pris en charge à hauteur de 100%, le titre de transport aérien sur le trajet Wallis/Nouméa en classe économique pour la rentrée universitaire 2018 de l'étudiante MUNI Marie Michèle inscrite en 2^e année de BTS SP3S au Lycée du Grand Nouméa en Nouvelle-Calédonie (988).

La dépense résultant de la présente est imputable sur le Budget du Territoire : Fonction : 20 – Nature : 6245.

Décision n° 2018-158 du 15 février 2018 relative à la prise en charge du transport aérien d'un(e) étudiant(e) au titre du passeport mobilité – volet étudiant.

Est pris en charge à hauteur de 100%, le titre de transport aérien sur le trajet Wallis/Nouméa en classe économique pour la rentrée universitaire 2018 de l'étudiante FOLITUU Lupe-Fakahau o Lesina inscrite en 2^e année de BTS SP3S au Lycée du Grand Nouméa en Nouvelle-Calédonie (988).

La dépense résultant de la présente est imputable sur le Budget du Territoire : Fonction : 20 – Nature : 6245

Décision n° 2018-159 du 15 février 2018 relative à la prise en charge du transport aérien d'un(e) étudiant(e) au titre du passeport mobilité – volet étudiant.

Est pris en charge à hauteur de 50%, le titre de transport aérien sur le trajet Toulouse/Wallis en classe économique pour vacances universitaires 2017-2018 de l'étudiante MALAU Malia Violagi inscrite en 1^{ère} année BTS Banque Conseil. Client. Particulier au Lycée Technologiques ISSEC PIGIER – TOULOUSE (31)

La dépense résultant de la présente est imputable sur le Budget du Territoire : Fonction : 2 – Nature : 6245

Décision n° 2018-160 du 15 février 2018 relative au remboursement du transport aérien d'un(e) étudiant(e) au titre du passeport mobilité – volet étudiant.

Est remboursé à hauteur de 50%, à Mr BEAUVILAIN Teva inscrit en 1^{ère} année de Licence Physique-Chimie à l'Université de la Nouvelle-Calédonie (988), son titre de transport aérien sur le trajet Wallis/Nouméa pour la rentrée universitaire 2017.

La mère de l'intéressé, Mme POLUTELE Asenete ayant avancé l'achat de son billet à hauteur de 50%, il convient de rembourser sur son compte n°11408 06960 01129800054 84 domicilié à la Banque de Wallis et Futuna la somme de 17 800 Fcfp correspondant à la moitié du coût du billet d'avion aller simple.

La dépense résultant de la présente est imputable sur le Budget du Territoire : Fonction : 2 – Nature : 6245

Décision n° 2018-161 du 15 février 2018 relative au remboursement du transport aérien d'un(e) étudiant(e) au titre du passeport mobilité – volet étudiant.

Est remboursé à hauteur de 100%, à Mr BEAUVILAIN Teva inscrit en 1^{ère} année de Licence Physique-Chimie à l'Université de la Nouvelle-Calédonie (988), son titre de transport aérien sur le trajet Wallis/Nouméa pour la rentrée universitaire 2018.

La mère de l'intéressé, Mme POLUTELE Asenete ayant avancé l'achat de son billet à hauteur de 100%, il convient de rembourser sur son compte n°11408 06960 01129800054 84 domicilié à la Banque de Wallis et Futuna la somme de 48 220 Fcfp correspondant au tarif étudiant d'un billet d'avion aller simple.

La dépense résultant de la présente est imputable sur le Budget du Territoire : Fonction : 2 – Nature : 6245

Décision n° 2018-166 du 15 février 2018 relative à la prise en charge des titres de transport des stagiaires de la formation professionnelle.

Est accordé à Mesdemoiselles Déborah BERNARD ET Malia Telesia TAFILAGI, des titres de transport sur le trajet Wallis/Nouméa en classe économique.

Les intéressées iront suivre la formation préparant au diplôme d'Aide-soignantes à l'Institut de Formation des Professions Sanitaires et Sociales de la Nouvelle Calédonie (IFPSS-NC), à compter du 05 mars 2018, pour une durée de 10 mois.

La dépense sera acquittée au vu de la facture présentée par le prestataire de service sur la base de l'article 1^{er}.

La dépense résultant de la présente est imputable sur le Budget Territorial de l'exercice 2018 – Fonction 60 – Sous Rubrique 603 – Nature 6245 – Enveloppe 1282 – Chapitre 936.

ANNONCES LÉGALES**AVIS DE CONSTITUTION****SARL WF BEVERAGE**

Suivant acte des associés, en date du 15 octobre 2017 à Mata Utu - BP 301 – Wallis et Futuna, il a été constitué une société avec les caractéristiques suivantes :

Forme : Société à responsabilité limitée (SARL)

Objet : La fabrication de bières artisanales, ainsi que la distribution et le commerce de ses boissons.

Ainsi que l'achat, l'importation, la représentation, la commercialisation, l'exportation, et la vente des produits de même nature, ainsi que des produits issus du commerce de détails dont les vins, les spiritueux, les liqueurs, et tous les autres produits et boissons alcoolisés ou non ;

Et, l'organisation de dégustations, d'expositions, de promotions à des fins de formation des cavistes, œnologues, sommeliers, vendeur de boissons, magasin de boissons, détaillant de boissons ;

Ainsi que la prise, l'acquisition, l'exploitation, la vente ou l'octroi de licence de tous brevets ou marques de fabrique entrant dans l'objet social.

Dénomination : **WF BEVERAGE**

Siège social : Mata Utu BP 301 - 98600 Wallis et Futuna

Durée : 99 ans à compter de son immatriculation au RCS

Capital Social : Le capital social est fixé à la somme de cent cinquante mille Francs (150.000 F.CFP). Les apports sont en numéraires.

Gérant : M. Pierrick MAURY

La société sera immatriculée au registre du commerce et des sociétés de Mata Utu – Wallis et Futuna

Pour avis, la Gérance

AVIS DE CONSTITUTION**SAS HOLDING BEVERAGE INVEST WF**

Suivant acte des actionnaires, en date du 15 octobre 2017, Mata Utu - BP 301 - 98600 Wallis et Futuna, il a été constitué une société avec les caractéristiques suivantes :

Forme : Société par actions simplifiée (SAS)

Objet : La Société a pour objet exclusif :

- La détention de titres et valeurs mobilières ;
- La gestion de ces titres et valeurs mobilières ;
- La fourniture de conseils susceptibles de faciliter le fonctionnement ou le développement.

Dénomination : **HOLDING BEVERAGE INVEST WF**

Siège social : Mata Utu - BP 301 - 98600 Wallis et Futuna

Durée : 99 ans à compter de son immatriculation au RCS

Capital Social : Le capital social variable est fixé au minimum à la somme de dix mille Francs (10.000 F.CFP) et au maximum à cent vingt millions de Francs (120.000.000 F.CFP). Les apports sont en numéraires.

Président : Pierrick MAURY

La société sera immatriculée au registre du commerce et des sociétés de Mata Utu – Wallis et Futuna

Pour avis, le Président

Nom : TEMPORIN

Prénom : Yan

Date & Lieu de naissance : 15/10/1981 à Nouméa (NC)

Domicile : Mata-Utu, Wallis 98600 BP 1038

Nationalité : Française

Activité effectivement exercée : Tous types de commerce, d'importation, d'exportation de transport, stockage, construction, de production, de conception, création de type de bien et marchandise et revente.

Enseigne : **WORLD IMPEX**

Adresse du principal établissement : Mata-Utu 98600 Wallis BP 1038

Immatriculation : RCS de Mata-Utu

Pour avis,

Le représentant légal

Avis de constitution

Dénomination sociale : **LE TEONE**

Forme : SARL

Siège social : BP 36 Mata-Utu – Hahake Wallis

Capital social : 100 000 Fcfp

Objet : Hôtellerie et Restauration

Durée : 99 ans

Gérantes : Mme Fetia VAITOOTAI ép. HALAKILIKILI et Mme Ismaella VAITOOTAI ép. FUAHEA

Pour avis,

Les représentants légaux

NOM : FELEU

Prénom : Soane Tamaseno

Date & Lieu de naissance : 30/05/1973 à Wallis

Domicile : Mata-Utu – Hahake – Wallis

Nationalité : Française

Activité effectivement exercée : Services Aménagement Paysager

Enseigne : **GARDEN SERVICES**

Adresse du principal établissement : Mata-Utu Hahake Wallis

Immatriculation au RCS de Mata-Utu

Pour avis,

Le représentant légal

Par son assemblée générale mixte du 24 janvier 2018, la **SARL UVEA QUINCAILLERIE** immatriculée sous le n° RCS 2005B1093 et domiciliée au village de Falaleu – BP 74 – 98600 WALLIS a approuvée :

Première résolution

La démission de M. TIALETAGHI Alefosio de sa cogérance

Deuxième résolution

La nomination d'une cogérante Mme TIALETAGI Sesilia épouse TOAFATAVAO

Pour avis.

Par son assemblée générale mixte du 24 janvier 2018, la **SARL STATION FALALEU** immatriculée sous le n° RCS 2003B909 et domiciliée au village de Falaleu – BP 74 – 98600 WALLIS a approuvée :

Première résolution

La démission de M. TIALETAGHI Alefosio de sa cogérance

Deuxième résolution

La nomination d'une cogérante Mme TIALETAGI Sesilia épouse TOAFATAVAO
Pour avis.

Nom : GOBILLOT

Prénom : Edouard

Date & Lieu de naissance : 04/02/1977 à Villeneuve St Georges (94)

Domicile : Vaitupu - Hihifo, Wallis 98600

Nationalité : Française

Activité effectivement exercée : Prestations de services

Adresse du principal établissement : Vaitupu - Hihifo, Wallis 98600

Immatriculation : RCS de Mata-Utu

Pour avis, Le représentant légal

LTM SARL

en Bâtiment et Travaux Publics

Lotoa – Liku BP 341

98600 Wallis

RCS Mata-Utu N° 2007B1209

Aux termes de l'assemblée générale extraordinaire du 13 février 2018, les décisions suivantes ont été prises :

Les démissions de M. MOALA Joseph en tant que co-gérant et de Mme MOALA Liliane en tant qu'actionnaire et l'actualisation du statut de la société au registre du commerce de Mata-Utu.

Pour avis,

Par son assemblée générale mixte du 24 janvier 2018, la **SARL QUINCAILLERIE** immatriculée sous le n° RCS 2005 B 1093 et domiciliée au village de Falaleu – BP 74 – 98600 Wallis a approuvé :

Première résolution

La démission de M. TIALETAGI Alefosio de sa cogérance

Deuxième résolution

La nomination d'une cogérante Mme TIALETAGI Sesilia épouse TOAFATAVAO ;

Pour avis,

Par son assemblée générale mixte du 24 janvier 2018, la **SARK STATION FALALEU** immatriculée sous le n° RCS 2003 B 909 et domiciliée au village de Falaleu – BP 74 – 98600 Wallis a approuvé :

Première résolution

La démission de M. TIALETAGI Alefosio de sa cogérance

Deuxième résolution

La nomination d'une cogérante Mme TIALETAGI Sesilia épouse TOAFATAVAO ;

Pour avis,

DÉCLARATIONS ASSOCIATIONS

MODIFICATIONS D'ASSOCIATIONS

Dénomination : « LAUPUATOKIA »

Objet : Renouvellement des membres du bureau directeur de la dite association et désignation des signataires du compte bancaire.

Bureau :

Président	LIUFAU Sivioleti
Vice-présidente	MUNIKIHAAFATA Valelia
Secrétaire	KAVIKI Ana
Secrétaire Adj.	FUAHEA Mele
Trésorière	LATUNINA Feao
Trésorier Adj.	TAUFANA Sosefo Lakalaka

N° et date d'enregistrement

N° 49/2018 du 02 février 2018

N° et date de récépissé

N°W9F1000354 du 15 Février 2018

Dénomination : « JEUNES DE HAHAKE »

Objet : Actualisation du statut + renouvellement des membres du bureau directeur de la dite association et désignation des signataires du compte bancaire.

Bureau :

Président	MALAU Suliano
Vice-présidente	MOTUHI Ismaël
Secrétaire	TAFILAGI Tauhala
Secrétaire Adj.	TAFILAGI Valelia
Trésorière	MULILOTO Alysson
Trésorier Adj.	HALAKILIKILI Palasete

N° et date d'enregistrement

N° 52/2018 du 06 février 2018

N° et date de récépissé

N°W9F1000619 du 15 Février 2018

Dénomination : « LIGUE DE VA'A ET DE CANOE KAYAK DE WALLIS ET FUTUNA – TAUA'ALO O UVEA MO FUTUNA »

Objet : Renouvellement des membres du bureau directeur de la dite association et désignation des signataires du compte bancaire.

Bureau :

Président	LIOGI MAFUTUNA Lemisio
Vice-président	TOFIL Jean-Claude
Vice-président Adj.	TUFELE Paino
Secrétaire	TOA Clarisse
Secrétaire Adj.	TULITAU Suliana
Trésorière	TUULAKI Anita
Trésorier Adj.	LIE Tominiko

N° et date d'enregistrement

N° 56/2018 du 08 février 2018

N° et date de récépissé

N°W9F1000079 du 15 Février 2018

Dénomination : « FALE TAUASU O FALEMAKA »

Objet : Renouvellement des membres du bureau directeur de la dite association et désignation des signataires du compte bancaire.

Bureau :

Président	PULUIUEVA Tomasi
Vice-présidente	FOLITUU Ialenimo
Trésorier	MOEFANA Elia
Trésorier Adj.	TUUGAHALA Petelo
Secrétaire	FETAULAKI Anselme
Secrétaire Adj.	FAKATAULAVELUA Ismaël

N° et date d'enregistrement

N° 61/2018 du 13 février 2018

N° et date de récépissé

N°W9F1000023 du 15 Février 2018

TARIFS DES ABONNEMENTS

Prix de vente au numéro500 Fcfp
Voie ordinaire	
WALLIS	: 6 mois3 300 Fcfp
et FUTUNA	: 1 an6 600 Fcfp
Voie aérienne	
Nouvelle-Calédonie :	6 mois7 600 Fcfp
Fidji :	1 an11 200 Fcfp
Métropole :	6 mois7 400 Fcfp
Etranger :	1 an14 800 Fcfp

INSERTIONS ET PUBLICATIONS

Insertion800 Fcfp/la ligne
Insertion de déclaration d'association7 000 Fcfp
Les abonnements et sommes dues à divers titres sont payables d'avance à la Direction des Finances Publiques de Mata-Utu.	
Les chèques postaux et bancaires doivent être libellés au nom du : Directeur des Finances Publiques du Territoire	

Téléphone : (681) 72.11.00 – Internet : <http://wallis-et-futuna.pref.gouv.fr/Nos-publications/Publications-administratives/Journal-Officiel-de-Wallis-et-Futuna-JOWF>